

## Sur l'affaire du vol Lyon – Paris, 2 décembre 2006

<http://www.pcf-rhonealpes.fr/spip.php?article113>

### « Entrave à la circulation d'un aéronef afin de soutenir des personnes faisant l'objet d'une reconduite à la frontière »

lundi 26 mars 2007 par François AUGUSTE

Je suis convoqué par le procureur de la république devant le tribunal correctionnel de Lyon le lundi 7 mai à 14 h pour "entrave à la circulation d'un aéronef afin de soutenir des personnes faisant l'objet d'une reconduite à la frontière ". Quels sont les faits ? Le 2 décembre dernier, je prenais un avion, avec le responsable de la direction "relations avec les citoyens" de la région, pour partir en Inde, en délégation officielle, pour préparer des Rencontres mondiales qui vont se tenir en décembre en Rhône-Alpes sur le thème : "la démocratie participative du local au mondial, pour quel développement ?

" Nous devons rejoindre un expert de l'Inde à Paris, pour faire le voyage ensemble. A la file d'attente, des militants de Réseau éducation sans frontières (RESF ) du Rhône distribuaient un tract informant les passagers qu'une famille de Kosovars, la famille Raba, s'y trouvait pour être expulsés . Je ne connaissais pas le cas de cette famille. Mais j' y ai été sensibilisé, ayant moi-même parrainé un jeune en Isère et une famille dans le Rhône qui ont été régularisés, et ayant contribué à organiser à la Région une importante cérémonie de parrainage de sans -papiers.

Il y avait deux policiers à l'entrée de l'avion. J'ai demandé au steward et à l'hôtesse si la famille Raba était dans l'avion. Ils m'ont d'abord dit non, puis oui. Je suis donc allé voir le commandant de bord, lui ai décliné mon identité d'élus et lui ai demandé de ne pas faire décoller l'avion. Il m'a dit comprendre ma position au plan humain, mais qu'il ferait décoller l'avion. Je me suis donc adressé aux passagers pour leur exposer le problème et leur demander d'agir avec moi. Je n'ai pas eu le temps de finir mes propos. Trois policiers m'ont ceinturé, sans discuter, soulevé de terre et expulser de la carlingue sans ménagement. Puis, à l'abri des regards, l'un d'entre eux m'a mis à terre , enfoncé le genou dans la côte, puis levé , tordu le bras et mis face contre le mur . J'avais décliné ma fonction d'élus. On m'a répliqué que "ça ne changeait rien", que j'étais "à égalité avec n'importe quel citoyen ». Mon directeur qui n'avait pas été mêlé à mon action, a décidé de me suivre. Nous avons été conduits au fourgon de police. J'ai pu prévenir une militante de RESF, qui avait donné son numéro de portable aux passagers. Nous avons ensuite été conduits au poste de police, avec des propos désobligeants : "vous êtes pires que des délinquants..." puis mis en garde à vue pendant 5 h. C'est une forte mobilisation militante, notamment d'élus communistes et d'autres élus de gauche qui nous a libérés.

L'après-midi, j'ai appris que la famille Raba n'avait pas été expulsée, lors du transfert à Paris, dans les conditions que l'on sait. Hélas, elle a quand même été expulsée plus tard, depuis Toulouse, par un avion militaire dépêché pour ça. Au fait, on me passe au tribunal pour un retard d'une heure d'avion. Mais combien a coûté ce transfert militaire ? J'ai agi naturellement avec ma conscience, en militant, en élu, en citoyen, devant une expulsion injuste et inhumaine. J'ai été molesté : le certificat médical dit : "choc psychologique important" et "fracture fermée de côte ». J'ai eu une Incapacité Totale de Travail Personnel de 8 jours. Mais c'est moi qu'on traîne devant le tribunal correctionnel ! Je ne suis pas le seul : je suis solidaire de Kadidja, une jeune femme de Seine Saint Denis elle aussi convoquée au tribunal pour le même motif, de Valérie Boukobza, directrice d'école maternelle mise en garde à vue, de tous les militants de RESF inquiétés ou réprimés.

Il faut mettre en échec cette volonté de l'ex- ministre de l'intérieur d'intimider l'opinion, de l'empêcher d'exprimer sa solidarité avec les sans -papiers et de s'opposer à leurs expulsions, avec notamment pour objectif de draguer les voix de l'extrême droite à son profit.

Je propose la régularisation de tous les sans papiers et une politique de coopérations mondiales fondée sur le développement humain, la justice sociale, la solidarité, pour faire reculer la misère et les inégalités entre pays et à l'intérieur de chaque pays .

François AUGUSTE Conseiller municipal à Echirolles Vice-Président du conseil régional Rhône-Alpes délégué à la démocratie participative